



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 08/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LIANOUDIS SA

Boulevard Industriel de la Liane
BP 69
62230 Outreau

Références :

H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G3\LIANOUDIS_Outreau_0007001928\2
_Inspections\2024_05_22_SA+INCENDIE_EA
Code AIOT : 0007001928

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/11/2024 dans l'établissement LIANOUDIS SA implanté Boulevard Industriel de la Liane 62230 Outreau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection est réalisée de manière inopinée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LIANOUDIS SA
- Boulevard Industriel de la Liane 62230 Outreau

- Code AIOT : 0007001928
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LIANOUDIS SAS est située Boulevard Industriel de la Liane à Outreau (62230). L'exploitant est autorisé à exploiter une station-service par arrêté préfectoral complémentaire du 02 novembre 2005. En 2023, l'exploitant a distribué 20 055 m3 de carburants (hors GPL).

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 02/11/2005, article 1	Sans objet
2	Mesures de protection contre l'incendie	AP Complémentaire du 02/11/2005, article 21.1	Sans objet
3	Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article 4.2 de l'annexe I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a fourni à l'Inspection des installations classées un rapport de vérification de système de protection contre les effets de la foudre conforme.

L'exploitant a fourni également la justification de vérification du système de commande manuelle d'accès facile doublant le dispositif de déclenchement automatique de défense fixe contre l'incendie.

Les prescriptions contrôlées sont donc après envoi des justificatifs conformes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/11/2005, article 1			
Thème(s) : Situation administrative, Activités autorisées			
Prescription contrôlée :			
ARTICLE 1 - OBJET DE L'AUTORISATION			
1.1. - Activités autorisées			
La S.A. LIANOUDIS dont le siège social est situé à OUTREAU - Bd Industriel de la Liane, est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de OUTREAU, ZI de La Liane, les installations suivantes :			
Libellé en clair de l'installation	Capacité	Rubrique de classement	AS-A-D ou NC

nts à 2,4 m3/h dont 4 postes de t y p e automatique à carte <ul style="list-style-type: none"> • 2 postes gazole à 5m3/h de t y p e automatique à carte 		1414.3	D
b) GPL/C : <ul style="list-style-type: none"> • 1 poste à 3 m3/h 			

* A = Autorisation, D = Déclaration, NC = Non Classé.

Constats :

Le site dispose de cuves enterrées pour un volume de 320 m3 : 3 cuves de 100 m3 et 1 cuve de 20 m3. Un compartiment de 40 m3 est réservée à la défense incendie.

Les carburants distribués sont du :

- Gasoil,
- SP95,
- SP98.

Ce stockage relève désormais de la rubrique 4734, sous le régime DC.

Le site a distribué en 2023 : 20 055 m3 : il relève du régime de l'enregistrement pour la rubrique 1435-1.

Le site dispose d'une cuve enterrée de GPL et d'un stockage aérien de bouteilles de gaz, rubrique 4718 soumise à DC.

Le site dispose d'un arrêté d'autorisation en date du 2 novembre 2005, mais compte-tenu des modifications intervenues dans la nomenclature, il relève du régime de l'enregistrement.

modifications intervenues dans la nomenclature, il relève du régime de l'enregistrement.
Concernant la station-service, l'exploitant est la S.A.S. LIANOUDIS. La forme juridique a été modifiée.

Le tableau des activités ainsi que la forme juridique seront mis à jour dans un prochain arrêté préfectoral complémentaire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures de protection contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/11/2005, article 21.1

Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre

Prescription contrôlée :

21.1. - Protection contre la foudre

L'AM du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées pour la protection de l'environnement est applicable.

21.1.1.-Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peuvent être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement, à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, doivent être protégées contre la foudre.

[...]

Constats :

Le site est protégé contre les effets de la foudre. On y trouve un paratonnerre et des parafoudres dans les armoires électriques.

La dernière vérification, effectuée par Bureau Veritas le 17/01/2024, montre des anomalies :

- compteur foudre obsolète,
- descente de terre oxydée.

L'exploitant a fait intervenir une société pour lever ces non-conformités mais le rapport de la nouvelle vérification montre les mêmes anomalies.

Suite au remplacement du compteur foudre ainsi que la vérification du réseau de terre de l'installation électrique, l'exploitant nous a transmis, par courriel du 02/01/2025, le rapport daté du 19/12/2024, attestant la conformité aux normes en vigueur du système de protection contre les effets directs et indirects de la foudre installé sur le site.

Ce point est conforme à la prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Moyens de secours contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article 4.2 de l'annexe I

Thème(s) : Risques accidentels, Risques - Moyens de secours contre l'incendie

Prescription contrôlée :

D'une façon générale, l'installation est **dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques** et au moins protégée comme suit :

- un système d'alarme incendie (ou tout moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours dans le cas des installations sous surveillance) ;
- pour chaque îlot de distribution, un système manuel commandant, en cas d'incident, une alarme optique ou sonore ;
- un dispositif permettant de rappeler à tout instant aux tiers les consignes de sécurité et les conduites à tenir en cas de danger ou d'incident, au besoin par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs haut-parleurs ;
- pour chaque îlot de distribution, un extincteur homologué 233 B ; pour l'aviation, l'extincteur est conforme aux dispositions de l'arrêté du 23 janvier 1980 susvisé ;
- pour l'aire de distribution et à proximité des bouches d'emplissage des réservoirs de liquides inflammables, une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, et les moyens nécessaires à sa mise en œuvre ; la réserve de produit absorbant est protégée par couvercle ou par tout dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries ;
- pour chaque local technique, un extincteur homologué 233 B ;
- pour le stockage des marchandises et le sous-sol, un extincteur homologué 21 A-144 B 1 ou un extincteur homologué 21 A-233 B et C ;
- pour le tableau électrique, un extincteur à gaz carbonique (2 kilogrammes) ;
- sur l'installation, d'au moins une couverture spéciale anti-feu.

A l'exception des installations en plein air, l'installation est dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours, avec une description des dangers pour chaque local.

Les dispositifs cités ci-dessus sont adaptés au risque à couvrir, en nombre suffisant et correctement répartis et, dans le cas où du superéthanol est distribué, les agents d'extinction sont compatibles avec ce carburant.

Pour les installations de distribution, les moyens de lutte contre l'incendie prescrits dans les paragraphes précédents pourront être remplacés par des dispositifs automatiques d'extinction présentant une efficacité au moins équivalente.

Ce type de dispositifs est obligatoire pour les installations fonctionnant en libre-service sans surveillance et pour les installations de remplissage de la catégorie B.

[...]

Une commande de mise en œuvre manuelle d'accès facile double le dispositif de déclenchement automatique de défense fixe contre l'incendie. Cette commande est installée en dehors de l'aire de distribution en un endroit accessible au préposé éventuel à l'exploitation, ainsi qu'à tout autre personne.

Conformément aux référentiels en vigueur et **au moins une fois par an, tous les dispositifs sont entretenus par un technicien compétent et leur bon fonctionnement vérifié.** Les rapports d'entretien et de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.

L'installation permet l'évacuation rapide des véhicules en cas d'incendie.

Constats :

Un boîtier d'alarme, présent sur chaque îlot de distribution, permet le déclenchement des systèmes lumineux et sonore.

On trouve également sur chaque îlot un dispositif d'interphone permettant de joindre la cabine lors des horaires d'ouvertures et le PC sécurité en dehors de ces plages horaires permettant de renseigner, d'indiquer les consignes à respecter aux clients.

Le site est sécurisé et gardienné 24h-24h, la station est reliée au PC sécurité (caméra, interphone), système sonore et lumineux à la station. L'agent de sécurité prévient les secours via la ligne dédiée aux pompiers.

Il y a un extincteur de type 233B sur chaque îlot.

On trouve un bac de produit absorbant sur le site au niveau des îlots de distribution et du poste de dépotage. Lors de l'inspection, les niveaux de sable n'était pas suffisant. Ils ont été complétés avant le départ de l'Inspection du site.

Au niveau du poste du gardien, il y a 4 extincteurs et, dans le local, il y a un extincteur au dioxyde de carbone au niveau du tableau électrique.

2 couvertures de survie sont disponibles sur l'installation.

L'ensemble du site peut fonctionner en 24/24h, des systèmes d'extinction automatique sont en place pour la distribution des VL et un au niveau des PL.

Une commande de mise en œuvre manuelle accessible est en place : La vérification de ce système a lieu, après notre visite d'inspection, le 23/12/2024. Le procès-verbal de l'intervention indique le bon état visuel et le bon fonctionnement du dispositif.

Par ailleurs, l'ensemble des extincteurs a été vérifié le 27/03/2024 par la société EUROFEU SOLUTIONS.

Ce point est conforme à la prescription.

Type de suites proposées : Sans suite